

La rémunération dans certaines professions de service public

Les agents de service public qui travaillent au contact des usagers représentent le visage de l'administration publique pour la majorité des citoyens, en conséquence de quoi leur comportement et leur compétence ont une influence directe sur la perception des institutions publiques par la population. Les agents et les inspecteurs de police travaillent en relation avec les usagers afin d'assurer conjointement la prestation au moindre coût de services publics offrant satisfaction. Leur dévouement et leur motivation jouent donc un rôle primordial dans la double perspective d'une amélioration de la qualité de la prestation des services publics et d'un renforcement de la confiance des agents publics et des usagers dans leurs administrations.

On trouvera ici des données relatives à des professions liées au maintien de l'ordre et à l'administration fiscale, c'est-à-dire des données concernant : les inspecteurs et enquêteurs de police, les agents de police, les agents de l'immigration, les inspecteurs des douanes et les inspecteurs des impôts. Si ces professions existent dans tous les pays, les fonctions correspondantes peuvent toutefois être assurées, dans certains cas, par des administrations infranationales au titre desquelles nous ne recueillons pas de données.

La rémunération des inspecteurs de police s'élève en moyenne à 81 952 USD à parité de pouvoir d'achat (PPA) dans la zone OCDE, et celle des agents de police à environ 64 795 USD à PPA, ce qui signifie que les premiers gagnent 26,5 % de plus que les seconds en moyenne. Cet écart donne la mesure de l'avantage financier dont s'accompagne l'exercice de plus lourdes responsabilités.

Les écarts de rémunération entre les cinq professions énumérées plus haut sont relativement faibles, ce qui pourrait laisser entendre que les qualifications requises pour les exercer sont pratiquement semblables. Le rapport entre la rémunération d'un spécialiste et celle d'un agent dont la fonction est plus générale constitue un indicateur de l'attractivité relative des emplois de spécialiste. En outre, ces professions étant exposées à un risque de corruption mineure, le fait de bien rémunérer les fonctionnaires de police et les fonctionnaires des impôts pourrait contribuer à l'atténuation de ce risque. Les inspecteurs des impôts gagnent en moyenne 19 % de moins que les inspecteurs de police et seulement 2 % de plus que les agents de police. L'écart de rémunération entre inspecteurs des impôts et inspecteurs de police est maximal en Australie, en France et en Islande, où les derniers sont avantagés de plus de 30 % par rapport aux premiers. Quant à l'écart de rémunération entre inspecteurs des impôts et agents de police, c'est en Slovaquie, en Espagne et au Portugal qu'il est le plus important. Les inspecteurs de police gagnent en moyenne 33 % de plus que les inspecteurs des douanes, un écart qui enregistre son plus haut en Australie et en Norvège et son plus bas au Portugal, en Suède et en Corée. En moyenne, dans la zone OCDE, les agents de l'immigration gagnent à peine 5 % de moins que les agents de police.

Une fois la rémunération rapportée au produit intérieur brut (PIB) par habitant, le tableau n'est plus le même : c'est au

Chili et au Portugal que les agents dans certaines de ces cinq fonctions sont les mieux rémunérés ; à l'inverse, la Lettonie ainsi que la Lituanie affichent le niveau de rémunération le plus bas concernant ces professions.

Méthodologie et définitions

Les données se rapportent à 2015 et ont été rassemblées dans le cadre de l'Enquête 2016 de l'OCDE sur la rémunération des agents des administrations centrales ou fédérales. Des représentants de ministères et d'organismes de l'administration centrale y ont répondu par l'intermédiaire du Groupe de travail de l'OCDE sur l'emploi et la gestion publics.

Les données portent sur certains agents de service public travaillant au contact des usagers (inspecteurs et enquêteurs de police, agents de police, agents de l'immigration, inspecteurs des douanes et inspecteurs des impôts). La nomenclature et les définitions des activités professionnelles sont tirées de la Classification internationale type des professions de 2008 (CITP-08) établie par l'Organisation internationale du travail (OIT). Bien que tous les pays emploient des agents chargés d'accomplir ces missions de maintien de l'ordre et d'administration fiscale, les données fournies par plusieurs d'entre eux ne permettent pas de dissocier certaines fonctions.

La rémunération totale comprend le traitement ou salaire brut et les cotisations sociales de l'employeur, que le régime soit capitalisé ou non, y compris les cotisations de retraite versées par l'intermédiaire du budget de l'État plutôt que de cotisations sociales émanant de l'employeur (cas de certains régimes par répartition, principalement). Les seules cotisations sociales prises en compte sont les cotisations aux régimes d'assurance maladie et de retraite, de sorte que l'on dispose de données cohérentes à l'échelle de l'ensemble des pays.

On a converti les rémunérations en USD en utilisant les parités de pouvoir d'achat (PPA) de la consommation privée issues de la base de données des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux. L'ajustement lié au temps de travail compense les écarts en la matière, compte tenu à la fois du nombre moyen d'heures de travail et du nombre moyen de jours de congé.

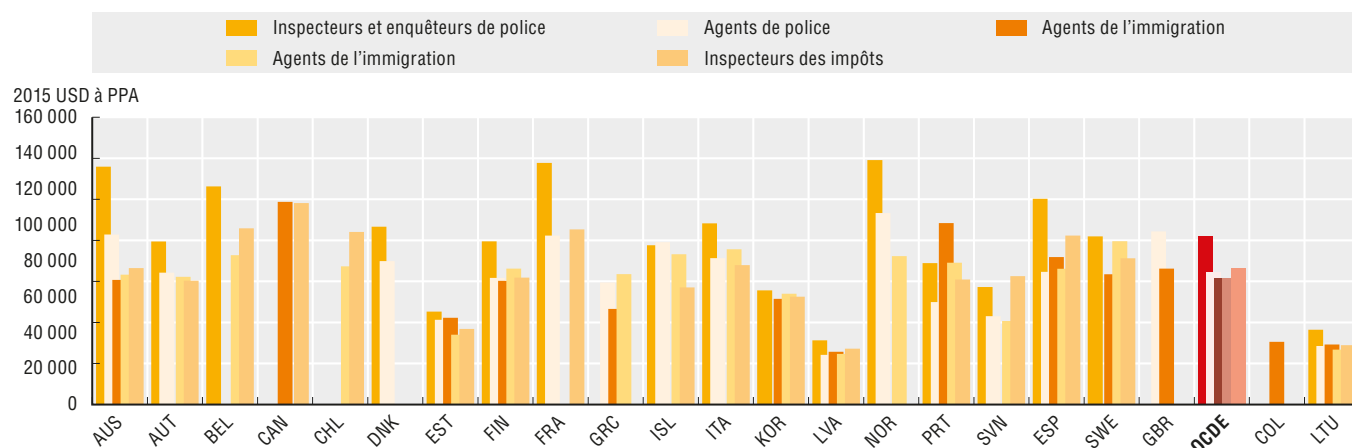
Voir l'annexe D pour de plus amples informations sur la méthodologie.

Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les statslinks.

3.24. Rémunération annuelle moyenne des agents de service public travaillant au contact des usagers (2015)

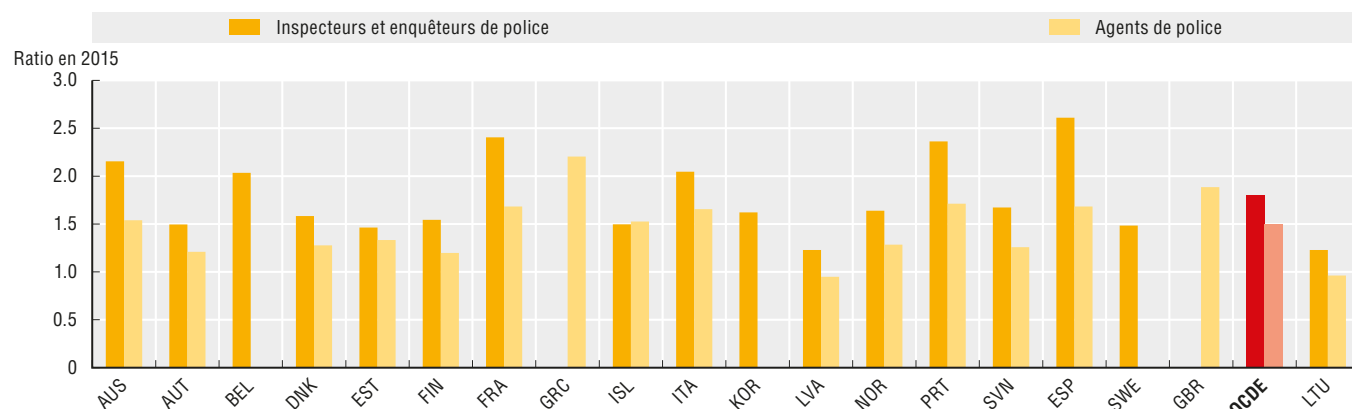
Ajustée par rapport aux différences en matière d'heures de travail et de jours de congé



Sources : Enquête 2016 de l'OCDE sur la rémunération des agents des administrations centrales ou fédérales ; Base de données pour l'analyse structurelle (STAN) de l'OCDE/Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933538375>

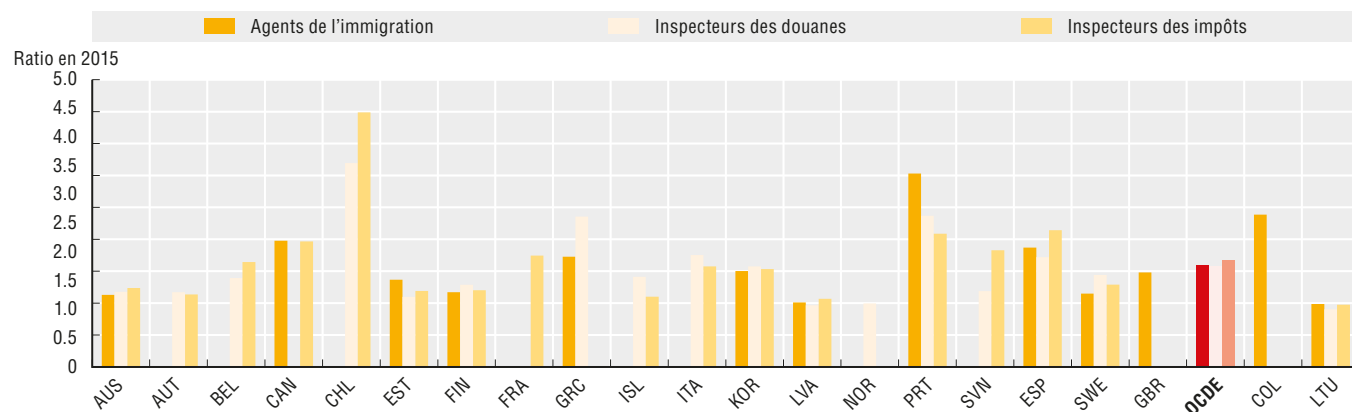
3.25. Rémunération annuelle moyenne des inspecteurs, des enquêteurs et des agents de police de l'administration centrale, rapportée au PIB par habitant



Sources : Enquête 2016 de l'OCDE sur la rémunération des agents des administrations centrales ou fédérales ; Base de données pour l'analyse structurelle (STAN) de l'OCDE/Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933538394>

3.26. Rémunération annuelle moyenne des agents de l'immigration, des inspecteurs des douanes et des inspecteurs des impôts de l'administration centrale, rapportée au PIB par habitant



Sources : Enquête 2016 de l'OCDE sur la rémunération des agents des administrations centrales ou fédérales ; Base de données pour l'analyse structurelle (STAN) de l'OCDE/Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933538413>



Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en

OCDE (2017), « La rémunération dans certaines professions de service public », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.